

La Présidence grecque de 2009 se prépare à des « temps intéressants »



DOUKAS ANTONIOS/MINISTÈRE GREC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Renforcer la présence et le rôle de l'OSCE dans les domaines de l'alerte précoce ainsi que de la prévention et de la gestion des conflits et des crises sera une activité prioritaire de la Présidence grecque, a déclaré la Ministre des affaires étrangères Dora Bakoyannis dans un entretien qu'elle a eu à la mi-novembre avec le porte-parole de l'OSCE Martin Nesirky. Bien que les événements qui se sont produits en Géorgie pendant l'été 2008 avaient « ébranlé des perceptions qui prévalaient de longue date concernant la sécurité dans la région », elle était convaincue que la crise pouvait servir de tremplin à un débat plus ample sur une nouvelle architecture de sécurité globale en Europe, l'OSCE offrant un « cadre particulièrement approprié » pour ce débat.

Dora Bakoyannis a pris ses fonctions de Ministre des affaires étrangères en février 2006, devenant l'une des premières femmes dans l'histoire de la Grèce à occuper un poste ministériel aussi élevé. Elle a également été la première femme maire d'Athènes, poste qu'elle a occupé pendant trois ans à partir d'octobre 2002. Elle a été élue « meilleure maire au monde » dans le cadre d'une compétition internationale entre maires après qu'Athènes eut accueilli avec succès les Jeux olympiques de 2004. Depuis 2006, elle figure sur la liste que le magazine Forbes établit chaque année des 100 femmes dirigeantes les plus puissantes du monde.

Après avoir étudié les sciences politiques et la communication à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich, elle a poursuivi ses études en sciences politiques et en droit public à l'Université d'Athènes. La Ministre des affaires étrangères était mariée au journaliste et parlementaire Pavlos Bakoyannis qui a été assassiné en 1989. Son père, l'homme d'État grec Constantin Mitsotakis, aujourd'hui âgé de 90 ans, a été Ministre des affaires étrangères de 1980 à 1981 et Premier Ministre de 1990 à 1993.

Martin Nesirky : Pourquoi l'OSCE est-elle importante pour la Grèce ? Selon vous, qu'est-ce qui fait la spécificité de l'OSCE par rapport à d'autres organisations ?

Dora Bakoyannis, Ministre des affaires étrangères :

L'OSCE est une organisation vivante qui, depuis les années 1970, a soutenu les peuples d'Europe dans leurs efforts visant à faire en sorte que se réalise la vision de davantage de progrès, de stabilité et de démocratie.

Par son approche globale de la sécurité, elle est une enceinte unique en son genre de dialogue et de coopération. Et elle a une aptitude sans pareil à s'adapter rapidement à la situation géopolitique en constante évolution en Europe.

L'OSCE est la « laissée-pour-compte » parmi les organisations régionales, et nous les Grecs avons un faible pour elle. Son personnel ne ménage pas ses efforts, travaille avec diligence et fait beaucoup de bien dans le monde avec un budget modeste. Pour toutes ces raisons, l'OSCE mérite notre plein soutien.

Quelles seront les priorités de votre Présidence, et pourquoi les avez-vous choisies ?

Je ne voudrais pas voler la vedette aux Finlandais ! Nous sommes à la mi-novembre. Nous nous préparons à la Réunion du Conseil ministériel à Helsinki et je peux vous assurer que nous avons plus qu'assez à faire. Le Ministre des affaires étrangères Alexander Stubb et son équipe finlandaise ont accompli un travail remarquable et je suis persuadée qu'à Helsinki nous franchirons un nouveau pas important vers une OSCE plus unie et efficace.

Ce que je peux vous dire, cependant, c'est que la Grèce jouera le rôle de médiatrice. La Présidence grecque s'efforcera de bâtir une OSCE plus forte au cœur de l'architecture européenne de sécurité, et ce à un moment où la quête de sécurité est devenue plus complexe et difficile que jamais et où la seule constante

dans l'environnement international réside dans la fluidité et la nature multiforme des défis. La crise financière actuelle, qui nous concerne et nous touche tous, ne fait qu'accroître cette fluidité.

La Présidence grecque s'acquittera au mieux de ses capacités des obligations exigeantes qui vont de pair avec la mission qu'elle entreprend. Trois principes guideront notre action : le respect des règles de l'Organisation, la recherche d'une convergence et d'un consensus optimums, et le renforcement de la présence et du rôle de l'OSCE en matière d'alerte précoce, de prévention et de gestion des conflits et des crises.

Je me risquerai donc à faire une promesse aux 55 autres États participants : vous pouvez avoir confiance en la Grèce. Pour ce qui est du reste, vous devrez attendre le 15 janvier à Vienne, date à laquelle nous inaugurerons la Présidence grecque !

Quel impact la crise géorgienne a-t-elle eu sur vos préparatifs pour la Présidence et sur l'OSCE ?

La crise d'août a ébranlé les perceptions qui prévalaient de longue date concernant la sécurité en Eurasie. En même temps, elle nous a rappelé qu'après tant de guerres et de souffrances, nous recourons encore toujours à la violence pour régler des différends. Des erreurs et des fautes d'appréciation continuent de conduire à des mésaventures tragiques aux dépens des vies d'hommes et de femmes ordinaires. Il est déplorable pour nous tous que nous répétions les mêmes erreurs. On pourrait penser qu'aujourd'hui nous sommes plus censés.

Au bout du compte, toutefois, la crise peut servir de tremplin à un débat plus ample sur une nouvelle architecture de sécurité globale qui tienne compte des changements sur la carte géopolitique de l'Europe, de l'élargissement de l'Union européenne, de l'évolution de l'OTAN et du rôle stratégique de la Fédération de Russie.

Une chose est sûre : il ne peut y avoir de paix durable en Europe tant que nous continuons d'envisager nos relations en raisonnant en termes de somme nulle. Nous devrions être capables de nous asseoir autour d'une table et de résoudre nos problèmes. Je crois que l'OSCE offre un très bon cadre pour cette discussion.

Comment la Présidence grecque de l'OSCE s'y prendrait-elle en général pour régler les conflits non résolus ?

Je tiens à être très claire sur ce point : mon approche n'est pas « générale », mais plutôt spécifique et axée sur les conflits. Chaque conflit représente un échec de la diplomatie. C'est une tragédie pour les personnes qui sont sur place. Chaque cas est unique en son genre et exige toute notre attention.

J'estime qu'en choisissant la Grèce pour assumer la prochaine Présidence, les autres États participants ont confié une grande responsabilité à mon pays. Nous ferons de notre mieux pour répondre aux attentes de chacun. Je considérerai tout progrès même le plus modeste en ce qui concerne n'importe lequel de ces conflits comme étant un énorme succès s'il permet de rendre la vie des gens ne fût-ce qu'un tout petit peu plus agréable. Ce seront là nos priorités tout au long de l'année.

De quelle façon concevez-vous l'avenir des Balkans, y compris du Kosovo, et quel rôle l'OSCE devrait-elle jouer dans la région ?

L'histoire récente des Balkans est un triste rappel des défaillances de la communauté internationale en matière de prévention des conflits à la fin de la guerre froide. Elle témoigne de la faiblesse dont nous avons fait preuve dans la réponse au besoin urgent de notre époque d'une vision et de courage dans le traitement de la question de l'éclatement de la Yougoslavie. Elle a également marqué le passage de l'OSCE à l'âge adulte.

Les pays des Balkans et leurs peuples ont assez souffert. Ils ont

finalement tourné la page. Ils bâtissent un avenir plus radieux en suivant une voie clairement européenne définie lors du Sommet de l'UE qui s'est tenu à Thessalonique en 2003, alors que la Grèce assumait la présidence de l'Union. Depuis lors, la Grèce a continué de soutenir les Balkans de façon systématique et concrète dans cette voie.

L'OSCE joue à cet égard un rôle déterminant. Disposant d'opérations de terrain dans tous les pays des Balkans occidentaux, l'Organisation allie connaissance de la situation locale et expérience internationale. Elle gère au niveau de la collectivité des projets sur mesure qui vont à la rencontre de la population, tout en consolidant les institutions démocratiques, l'état de droit et les droits de l'homme.

Nous attendons beaucoup de nos missions de l'OSCE dans cette partie du monde, en particulier de la plus importante des 19 opérations de terrain de l'Organisation. Le Kosovo demeure une question sensible et continue d'exiger de notre part une vigilance et une attention constantes. La Mission de l'OSCE au Kosovo en fera l'objet.

En définitive, les Balkans occuperont leur place légitime en Europe. Il ne peut y avoir d'autre avenir qu'un avenir fait de prospérité et de paix au sein de la famille européenne. Jusqu'à ce que nous atteignons ce stade, l'Europe ne sera pas complète.

Le Président français Sarkozy a réagi au pacte de sécurité proposé par le Président russe Medvedev en appelant à la tenue d'un sommet de l'OSCE à la mi-2009. Il s'agirait du premier sommet de l'OSCE depuis celui d'Istanbul en 1999 et il se tiendrait 20 ans après la chute du Mur de Berlin. Que pensez-vous d'un tel sommet ? Pourrait-il aider à raviver le régime de maîtrise des armements pour l'Europe et le Traité FCE en particulier ?

Comme je vous l'ai dit, la crise en Géorgie peut avoir incité à mener un débat plus ample ou relancé le débat sur la nécessité d'une architecture globale de sécurité en Europe. En effet, certains des États participants de l'Organisation, dont la France et la Russie, se sont prononcés en faveur du lancement d'un tel dialogue. Il reste à voir si ce dialogue débouchera en définitive sur une réunion au sommet.

La discussion est en cours en ce moment même. Mais le temps passe vite. Lors de l'imminente Réunion du Conseil ministériel à Helsinki, nous devons nous mettre d'accord sur des orientations plus spécifiques. La Grèce est consciente du besoin de mener un dialogue sur le fond et ouvert – que nous considérons utile et nécessaire – sans tenter de déterminer à l'avance quelle en sera l'issue.

Nous serons en contact permanent avec tous nos partenaires et, pour autant que les États participants se prononcent en faveur de ce dialogue, nous sommes prêts à accueillir toute réunion dont il aura été convenu. Bien entendu, l'Union européenne et l'OTAN continueront de jouer un rôle décisif en tant que soutiens bien établis de la sécurité dans notre région, les États-Unis et la Russie exerçant eux-aussi une grande influence, ce qui est une bonne chose. Le fait que ces deux pays soient des États participants représente une importante valeur ajoutée pour l'OSCE.

Et enfin, nous coopérerons étroitement avec nos partenaires d'Asie centrale, en particulier le Kazakhstan, qui sera, en 2010, le premier État participant de cette région géographique à assumer la présidence de l'OSCE.

Comment envisagez-vous l'avenir du « Quintette » – les présidences de 2007 à 2011 ?

Réinventer la roue est une perte de temps. Et, à l'OSCE, c'est



Athènes, le 13 novembre. La Ministre grecque des affaires étrangères, Dora Bakoyannis, et le Secrétaire général de l'OSCE, Marc Perrin de Brichambaut, assistent à un séminaire organisé pour présenter l'OSCE et la prochaine présidence grecque au corps diplomatique, au monde universitaire, à des groupes civiques et à des représentants des médias.



DOUKAS ANTONIOS/MINISTÈRE GREC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

une dépense que nous ne pouvons pas nous permettre. J'ai soutenu l'idée du Quintette depuis le départ. Je considère qu'il s'agit d'un cadre très utile qui garantit la planification à long terme des activités et une élaboration plus poussée de la stratégie d'ensemble de l'OSCE. Il renforce la constance, la continuité et la mémoire institutionnelle de l'Organisation.

Vous avez déjà évoqué la crise économique mondiale. Elle pourrait avoir des répercussions sur l'OSCE. Que diriez-vous à ceux qui réduiraient les fonds ?

L'approbation du budget est un casse-tête pour chaque Présidence. Mais il est demandé à l'OSCE de faire beaucoup avec très peu et le moins que nous puissions faire, en tant qu'États participants, c'est de donner à l'Organisation les moyens d'accomplir sa tâche et de devenir plus efficace. Avant toutes choses, si l'OSCE veut être performante, un consensus doit être forgé entre ses États participants.

Nous ne ménagerons pas nos efforts pour combler les divergences de vues – pas à pas s'il le faut – afin que nous puissions obtenir le consensus nécessaire, dans le plein respect de la transparence. Le bon fonctionnement de l'Organisation est indispensable au succès de toute entreprise et constituera donc une priorité fondamentale de notre Présidence.

Vous utilisez beaucoup les réseaux sociaux tels que Facebook. Quels sont vos projets dans ce domaine pour votre Présidence ?

Il est un fait que, de nos jours, les nouveaux médias sociaux et outils Web 2.0, tels qu'ils se répandent sur l'Internet, jouent un rôle important pour façonner l'opinion publique et mobiliser la participation des citoyens. Nous l'avons vu au cours des récentes élections aux États-Unis. Ma présence sur le Web m'a permis de renforcer mes contacts avec les citoyens.

Une importante proportion de jeunes, pour la plupart, utilise ces nouveaux réseaux pour échanger des opinions, créer des groupes, apprendre à mieux se connaître et soutenir des causes communes. Nous devons donc exploiter ces nouveaux médias sociaux si nous voulons communiquer notre message avec succès.

En utilisant le site Web déjà à jour de l'OSCE comme point de départ, nous nous efforcerons de renforcer notre présence sur Facebook, Flickr, Twitter et YouTube et d'autres nouveaux médias sociaux modernes. Nous ouvrirons ainsi de nouvelles

voies de communication et créerons de nouvelles plates-formes pour la participation du public et nous serons en mesure de lui faire connaître les activités de l'OSCE. Nous espérons que nous contribuerons de la sorte à rendre l'OSCE plus accessible au citoyen moyen afin que ce dernier ne la perçoive pas comme un mécanisme impersonnel, gigantesque et bureaucratique, mais plutôt comme une organisation qui, avec l'aide des nouvelles technologies entre autres outils, peut mieux affirmer la diversité des citoyens de ses 56 États participants.

Vous avez été un exemple pour les femmes partout dans le monde – et pas seulement dans votre propre pays – tout au long de votre vie publique et professionnelle. On vous a sans aucun doute déjà posé cette question, mais cela fait-il peser sur vous une responsabilité particulière de promouvoir les questions de parité des sexes, y compris durant l'année de votre Présidence ?

J'ai le sentiment que la responsabilité particulière qui m'incombe est de me montrer à la hauteur d'une Présidence de l'OSCE à un moment aussi difficile que celui que nous traversons actuellement. Vous connaissez le vieux dicton chinois : « Puisse-tu vivre en des temps intéressants. » C'était à la fois un vœu et une malédiction. Aujourd'hui, nous vivons clairement en des temps intéressants et nous devons tout simplement faire de notre mieux.

Cela suppose un programme de travail vaste et diversifié. Les questions de parité des sexes en sont certainement un élément important – le lien entre autonomisation des femmes et sécurité est clairement établi, après tout – mais je doute que nous pourrions nous offrir le luxe de nous concentrer sur une seule question.

Et que préféreriez-vous ? Président en exercice ou Présidente en exercice ?

Les deux me conviennent. Je n'ai jamais accordé beaucoup d'importance aux titres.

www.osce.org/cio
www.mfa.gr/en
www.dorabak.gr